

Les subsides

les rapports du comité des finances, du commerce et des questions économiques, pour aider un bon nombre de jeunes agriculteurs qui font face à de graves difficultés financières.

J'ai été quelque peu rassuré d'entendre le ministre dire aujourd'hui qu'il allait soutenir le secteur de la pomme de terre et qu'il instaurera un programme d'achat de pommes de terre en vertu de la Loi sur les produits agricoles, car des centaines de producteurs se trouvent en mauvaise posture, surtout dans les Maritimes même si ce secteur connaît également beaucoup de difficultés au Manitoba et dans d'autres provinces. Ces producteurs touchent environ 2.5c. par livre, soit grosso modo un peu plus ou un peu moins de la moitié du coût de production. Ils ne pourront certainement pas survivre indéfiniment. Je lui ai recommandé de supprimer la redevance d'inspection ou de suspendre cette redevance, au moins pour cette année ou peut-être même indéfiniment, ce qui serait une initiative populaire. J'ai appris que quelqu'un qui a une ferme de 600 acres paie dans les \$6,000 de redevance d'inspection.

● (1530)

M. Wise: C'est inexact.

M. Foster: Cela semble une dépense considérable pour des gens qui ne touchent qu'environ la moitié de leurs frais de production.

Si le ministre a des paroles lénifiantes, je crois que c'est en fait des décisions et des actes qu'attendent les agriculteurs. Je pense que du point de vue du gouvernement, il est malheureux que nombre de ces actions coûtent de l'argent. Mais si l'on tient compte de la gravité du problème vu par les agriculteurs, si l'on songe aux répercussions sur le Canada agricole et aux intérêts à long terme du Canada aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international, je pense qu'il convient de prendre vis-à-vis du secteur agricole les mêmes genres d'engagements que vis-à-vis des autres secteurs de notre économie. Nous avons manifestement un problème urgent d'endettement et une crise à court terme. Nous avons un problème de prix coûtant à acquitter que le gouvernement peut atténuer d'une certaine façon en l'étalant sur une plus longue période. Nous avons une situation de concurrence sauvage sur le marché international. Nous souhaitons voir le gouvernement réagir de façon positive aux recommandations formulées il y a quelques semaines par le chef de l'opposition officielle, et qu'il a aujourd'hui répétées à la Chambre, ainsi qu'aux recommandations des groupes d'agriculteurs de notre pays. Il s'agit d'une industrie trop importante pour se contenter de paroles lénifiantes. Il faut que le gouvernement et la population de tout le pays s'engagent totalement afin de lui permettre de survivre et de prospérer sous sa forme actuelle d'industrie de type familial au lieu de devenir le genre d'industrie que nous voyons aux États-Unis et dans d'autres pays.

M. le vice-président: Y a-t-il des questions ou commentaires? L'honorable ministre de l'Agriculture (M. Wise).

M. Wise: Monsieur le Président, j'ai une ou deux remarques et questions à adresser au député d'Algoma (M. Foster). Le député parle de propos lénifiants. Il doit s'y connaître, puisqu'à

l'époque où son parti était au pouvoir, c'est la seule chose qu'il a pu consentir aux agriculteurs.

J'invite les députés à se pencher sur la situation financière de l'agriculture. Si le député étudie la question, il admettra que le précédent gouvernement n'a fait qu'une seule chose face au problème. Je veux parler de la loi spéciale d'aide aux agriculteurs qui a diminué de quatre points de pourcentage les taux d'intérêt de façon très sélective au profit d'environ 2,100 clients de la Société du crédit agricole. Quand mon parti a pris le pouvoir, nous avons proposé une mesure législative abaissant les taux d'intérêt pour tous les clients de la SCA qui avaient des prêts et des hypothèques à 16.75 p. 100. Nous avons diminué ce pourcentage de quatre points pour le bien de 5,600 clients. C'était un engagement de 80 millions de dollars au profit de l'agriculture. Ce genre d'action ne correspond pas exactement à définition de propos lénifiants. C'est une mesure concrète en termes financiers.

Outre cette intervention sur les taux d'intérêt, nous avons aussi mis en place des commissions d'appel dans tout le pays. Nous avons mis en place un programme d'hypothèques à risques partagés et nous avons en outre diminué cinq fois les taux d'intérêt. Les taux d'intérêt ont maintenant atteint leur niveau le plus bas à la Société du crédit agricole depuis 1979. Ce ne sont donc pas simplement des paroles lénifiantes, mais des mesures qui ont entraîné des dépenses considérables.

Durant la même période, le gouvernement précédent a vu les taux d'intérêt grimper d'environ 9 p. 100 pour atteindre de 20 à 24 p. 100. C'est ce qui s'est produit par suite de l'inaction du gouvernement précédent. Ces événements extrêmement dévastateurs d'alors ont actuellement un grave impact sur l'industrie agricole.

Je voudrais demander au député s'il se rend compte que toute majoration de un point du taux d'intérêt général au Canada coûte 140 millions de dollars à l'agriculteur canadien. Le député n'a-t-il pas observé que depuis l'accession de mon parti au pouvoir, les taux d'intérêt ont chuté de 3 p. 100 au Canada? Ne sait-il pas que pour toute diminution de un point, l'agriculteur canadien épargne 140 millions de dollars? Durant le mandat du gouvernement précédent qui n'a pris aucune mesure et a permis aux taux d'intérêt de monter de 10 à 24 p. 100, les agriculteurs canadiens ont dû supporter directement des coûts de 1.4 milliard de dollars. Qu'a fait le gouvernement du député? Il s'est borné à tenir des propos réconfortants. Nous, nous avons agi.

Des voix: Bravo!

M. Foster: Monsieur le Président, voilà une belle intervention du ministre de l'Agriculture (M. Wise).

M. Wise: C'est un fait.

M. Foster: Il sait que la raison pour laquelle il a pu rendre cette faveur au sujet des taux d'intérêt est que le gouvernement libéral précédent avait laissé des fonds de 600 millions de dollars dans la caisse du Crédit agricole. Au lieu de coûter 80 millions à son gouvernement, ce qui est entièrement faux, cela ne lui coûte rien. Le gouvernement s'est contenté de substituer un niveau du taux d'intérêt à un autre.